

Editorial

"Adapter la pluralité et transformer la coopération de recherches sur le développement nord-sud en un modèle égalitaire", tel était le message principal d'un panel sur "La coopération de gestion des instituts de recherches du Sud" qui s'est tenu les 18 et 19 octobre 2007 à l'occasion de la réunion des directeurs d'instituts membres de l'EADI 2007.

Adebayo Olukoshi, Emir Sader et Hari Singh appartenant aux "associations sœurs" de l'EADI en Afrique (CODESRIA), en Amérique latine (CLACSO) et en Asie (APISA) sont impatientes de se lancer dans une session d'un groupe de travail afin de poursuivre cette discussion lors de la 12ème Conférence Générale de l'EADI qui se déroulera du 24 au 28 juin 2008 à Genève.

Un autre bilan de la réunion des directeurs de cette année était de donner suite aux discussions, qui sont présentées dans cette Lettre d'information de l'EADI, en organisant trois panels et une séance plénière à la 12ème Conférence Générale se concentrant sur la question à double tranchant de "L'organisation du changement futur de gestion dans les instituts de recherches et des groupes de réflexion". Vous trouverez un résumé des conclusions de la réunion des directeurs dans ce numéro.

Par ailleurs, la Lettre d'information de l'EADI contient deux compte-rendus ("learning stories") sur le lien entre la science et la politique : le premier article est celui de Caroline Wiedenhof et de Rob Visser intitulé "Des relations de confiance - L'agenda du savoir d'une large organisation politique", notamment le Ministère néerlandais des Affaires étrangères et le second, écrit par John Young de l'Institut de recherche pour le développement à l'étranger, à Londres, traite des "Stratégies pour l'impact et la pertinence politique".

Cette année, la majeure partie de la réunion des directeurs était consacrée aux sujets de

l'éducation et de la formation sur le développement. Une consultation sur les besoins en formation des praticiens généralistes du développement a eu lieu le 17 octobre, organisée conjointement par l'EADI et l'Institut d'Etudes du Développement (IDS), à Brighton (au Royaume-Uni). Un enrichissant et aussi en partie controversé débat s'en est suivi, en prenant en compte à la fois le côté de la demande et celui du prestataire de formation. Les résultats ayant fait preuve d'un grand intérêt seront repris par l'EADI et sont présentés dans ce numéro de notre revue.

L'appel aux documents pour la 12ème Conférence Générale a été plus que satisfaisant : on a reçu un nombre extrêmement important de soumissions. Dans les semaines à venir, les auteurs seront informés si leur résumé a été retenu. Nous sommes heureux d'annoncer qu'un nombre d'intervenants d'envergure ont accepté notre invitation pour assister à la Conférence : M. Rajendra Pachauri (Panel inter-gouvernemental sur le réchauffement climatique), M. Kemal Dervis (Programme des Nations Unies pour le développement), M. Bertrand Ramcharan (Institut de hautes études internationales et du développement), M. Wolfgang Sachs (Institut de Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie), M. Oswaldo de Rivero (ancien ambassadeur aux Nations Unies et à l'Organisation mondiale du commerce), M. Martin Khor (TWN-Réseau du Tiers monde) et M. Klaus Leisinger (Fondation Novartis). Dans ce numéro de notre revue, de plus amples informations sur le programme sont disponibles. Dès janvier 2008, il sera possible de vous inscrire pour la Conférence.

Les Groupes de travail de l'EADI ont été actifs, tenant un nombre d'ateliers qui sont cités dans ce numéro. L'EADI est fière d'annoncer le lauréat du Prix de l'EADI 2007 pour les Etudes du Développement. Le travail de Reza Hasmath sur "Le développement des minorités ethniques dans la Chine urbaine : l'exemple de Beijing" est une analyse rigoureuse et pluridisciplinaire sur un sujet complexe : celui



des minorités ethniques dans un environnement urbain. Son travail sera publié dans le European Journal of Development Research. Nous souhaitons à Reza bonne chance pour sa future carrière professionnelle.

Nous souhaitons à nos lecteurs d'agréables fêtes de Noël et une bonne lecture.

Susanne von Itter

Susanne von Itter
E-mail: itter@eadi.org

2007 EADI Réunion des directeurs

Quelle est la prochaine étape des instituts de recherche sur le développement ?

Tendances et défis actuels ainsi que les questions émergentes de gouvernance et de gestion

Les 18 et 19 octobre 2007, les directeurs et les responsables des instituts de recherche et de groupes de réflexion se sont rassemblés à l'Institut des Etudes Sociales de La Haye. Dans cette newsletter, Caroline Wiedenhof et Rob Visser, tous deux du Ministère néerlandais des Affaires étrangères, et John Young de l'Institut Britannique de Recherche pour le Développement à l'Etranger (ODI) ont écrit des compte-rendus ("learning stories") qui se fondent sur les discours qu'ils ont prononcés à la réunion. Cet article résume à la fois la discussion dans son ensemble et les principales conclusions de la réunion. Celle-ci était précédée par la consultation sur les besoins en formation du praticien généraliste sur le développement que Charlotta Heck reprend dans son article. Jean-Luc Maurer commente les bilans de la réunion des directeurs, du point de vue du président de l'EADI.

Rapport de la réunion des directeurs des instituts membres de l'EADI 2007

Après un chaleureux accueil par l'hôte Louk de la Rive Box de l'Institut des Etudes Sociales de La Haye et le Président de l'EADI Jean-Luc Maurer, Thomas Lawo, le Secrétaire exécutif de l'EADI, a présenté les activités en cours de l'EADI.

Simon Maxwell de l'Institut de Recherche pour le Développement à l'Etranger (ODI) à Londres a ouvert la première session sur "Les tendances et défis actuels ainsi que les questions émergentes de gouvernance et de gestion pour les instituts de recherche sur le développement" sur ces mots: "Si nous ne changeons pas, nous ne serons pas en première ligne. Les changements sont

constants." Les 3 "C" - couverture, capacités, communication - sont essentiels aux groupes de réflexion pour faire face au changement ; les groupes de réflexion doivent par ailleurs s'adapter rapidement aux changements qui impliquent une toute autre base de recherches et un nouvel agenda de recherche. Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont un bon véhicule pour la recherche et ont fourni un cadre de travail. Mais ils ne seront plus un guide durant les cinq années à venir. Lorsque l'on s'oriente vers un nouvel agenda de recherche, on doit acquérir de nouvelles compétences, la capacité de trouver une façon de se tourner vers des sujets complètement différents - ce qui est un défi des ressources humaines - et de penser au fait que de plus en plus de groupes de réflexion seront mis en place dans les pays en développement. "Nous, Européens, devons à la fois réfléchir sur ce que nous pourrions faire pour donner de la valeur à tout cela et créer des réseaux au niveau international. Un défi constant est de savoir comment nous pouvons améliorer notre façon

de gérer les relations entre les instituts de recherche du Nord et du Sud," a déclaré M. Maxwell. Du côté de la communication, qui relève de la gestion, les instituts doivent penser comment introduire les formations et les technologies pour mieux communiquer ; les aptitudes et les compétences ont besoin d'être développées.

Dans la discussion, on a souligné le fait qu'il existe aussi un risque dans la tendance à créer des réseaux à l'échelle internationale. La question qui a été soulevée est : comment pouvons-nous entrer sur la scène internationale sans pour autant perdre une touche de la dimension locale - qui est perçue comme un élément majeur des études sur le développement ? Une solution répondant à ce problème de réseaux devrait être trouvée.

Jürgen Wiemann de l'Institut Allemand de Développement (DIE) à Bonn a présenté l'expérience de l'institut récemment évaluée par le Conseil Scientifique Allemand (Wissenschaftsrat). Une des principales questions qui a été examinée était : "Le conseil



Louk Box, Jean-Luc Maurer, Thomas Lawo

Bilan de la 5e réunion annuelle des directeurs de l'EADI à La Haye

Par Jean-Luc Maurer, président de l'EADI

La cinquième édition de la réunion annuelle des directeurs de l'EADI, devenue l'un des moments clés de la vie de notre association, a donc eu lieu cette année à La Haye où nous avons été les hôtes de l'ISS, l'un de nos plus anciens et fidèles instituts membres, dans le cadre de la semaine de manifestations diverses organisées pour marquer son 55e anniversaire.

Comme d'habitude, cette réunion annuelle a été très fructueuse. Elle a permis aux directeurs présents d'avoir un échange de vue approfondi sur l'avenir des instituts de recherche et de formation en matière de développement. Ainsi que cela est apparu très clairement, la plupart de nos instituts sont en effet confrontés à la nécessité de redéfinir leur place à l'intérieur du champ des sciences sociales et leur relation avec le domaine des sciences techniques à travers des réorganisations institutionnelles de nature diverse. Certains comme l'IDS de Sussex ou l'ISS de La Haye sont ainsi placés dans l'obligation de négocier une alliance stratégique avec une université voisine. Un autre comme l'IUED de Genève se voit imposé une fusion avec l'institut cousin des HEI pour former l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID). Pour d'autres les solutions sont encore différentes. Tous ces changements institutionnels sont interprétés par certains comme un signe d'affaiblissement du champ des études du développement voire comme l'annonce de sa prochaine disparition. C'est loin d'être notre point de vue. Il nous semble évident que les études de développement telles qu'elles ont émergé de la décolonisation et ont évolué jusqu'à la fin de la guerre froide doivent redéfinir leur place et leur rôle en cette ère de mondialisation accélérée.

Mais plutôt que de se rétrécir à l'étude et au traitement des problèmes des pays les plus pauvres, il nous semble que leur champ d'application s'est au contraire élargi à l'ensemble des sociétés de la planète, quel que soit leur niveau de développement. Toutes sont effet confronté à de graves problèmes de développement durable, tant sur le plan social, avec l'apparition de nouvelles formes de pauvreté ou d'exclusion et l'explosion des inégalités sociales, que sur le plan écologique, avec la nécessité d'agir pour limiter les effets du changement climatique annoncé. Les études de développement nous semblent être arrivées au point de maturité où elles peuvent "contaminer positivement" les autres sciences sociales et techniques en les incitant à se pencher sur des problèmes de développement qu'elles n'avaient pas l'habitude de considérer. Il suffit de parcourir la liste des principaux enjeux auxquels notre humanité est confrontée et qui menacent sa survie pour constater qu'ils relèvent en grande majorité de problèmes de développement ne pouvant être appréhendés et résolus qu'à travers une approche pluridisciplinaire de la réalité. Or, c'est précisément sur cela que le champ des études de développement a fondé sa tradition et a construit sa légitimité. Bref, les réorganisations institutionnelles en cours signifient peut-être la fin de certains instituts de développement créés dans les années 50 et 60 mais elles nous semblent sûrement ouvrir une ère prometteuse de renouvellement et d'élargissement aux études de développement elles-mêmes.

Poursuivant la tradition établie l'année dernière, la réunion annuelle des directeurs de l'EADI s'est achevée sur un atelier avec les responsables des "associations-sœurs" membres du réseau ICCDA (CODESRIA, CLACSO et APISA). La principale conclusion ressortant des débats est que le partenariat scientifique Nord-Sud reste crucial pour les études de développement, mais qu'il doit désormais être refondé sur des relations plus symétriques et équitables que par le passé. Cela n'est certainement pas l'apanage de notre champ d'études, mais il pourrait certainement s'enorgueillir de donner le bon exemple aux autres sciences.

politique que l'Institut donne est-il fondé sur des recherches solides ?" L'Institut s'en est relativement bien tiré dans l'évaluation, mais les examinateurs ont proposé de la relier aux universités allemandes. L'institut était très bien relié au niveau international, ont-ils dit, mais, au niveau national, il semblait y avoir des lacunes. Le DIE est alors confronté à un doublement de la quantité des recherches qui est survenu au cours des quatre dernières années. En ce qui concerne l'EADI, Jürgen Wiemann a affirmé qu'en raison de l'expansion des instituts et des groupes de réflexion, il y a une demande considérable de formation en cours de carrière professionnelle, qui pourrait être offerte ou organisée par l'EADI.

Steve Morgan du Conseil de la Recherche Economique et Sociale (ESRC), l'agence principale de Grande-Bretagne en matière de financement de la recherche et de la formation, abordant les inquiétudes économiques et sociales, a présenté un modèle de la "Recherche sur le système mondial". Il voit le besoin d'identifier une structure pour les recherches sur le développement, qui pourrait être un rôle pour l'EADI, spécialement dans le contexte de l'ICCDA. Il voit également un rôle singulier pour

l'EADI en terme de politique d'information.

Dans le débat suivant, on a ressenti le besoin d'organiser une discussion sur des modèles institutionnels éventuels pour la recherche sur le développement et la politique en Europe. Il était convenu de poursuivre cette discussion avec une série de panels intitulés "Organisation pour le futur changement de gestion dans les instituts de recherches et des groupes de réflexion" à la 12ème Conférence Générale de l'EADI en 2008. On a souligné pendant la discussion qu'il y a un écart de plus en plus important entre les instituts de recherche sur le développement en Europe et, par exemple, la façon dont les collègues africains perçoivent la recherche sur le développement.

Atteindrons-nous l'objectif ? Stratégies pour l'impact et la pertinence politique

Le deuxième jour de la réunion des directeurs a été inspiré par une introduction faite par Louka Katseli, qui fit une esquisse de la "mare au savoir" en le comparant à l'étang aux poissons et posa

la question si nous avons réellement besoin d'intermédiaires et si la réponse se révèle positive alors, où devraient-ils se trouver ? Rob Visser du Ministère néerlandais des Affaires étrangères s'est penché sur la question des relations de confiance entre la recherche et la prise de décision politique (Cf. son article dans ce numéro de la Lettre de l'EADI).

Dans son compte-rendu, Paul Engel du Centre européen de Gestion des Politiques de Développement (ECDPM) à Maastricht a repris l'allégorie de la "mare au savoir" en se demandant qu'est-ce qu'il y avait dans la mare et il a étayé le fait que les preuves remises par les praticiens doivent être prises en considération. Il continua à développer l'idée du trio politique-recherche-pratique, avec les médias au centre. Il en est arrivé à la conclusion que la capacité et la qualité des recherches, plutôt que le contenu, auraient besoin d'être améliorées. Pour y arriver, il y a une solution : relier la recherche sur le développement à la recherche internationale des relations. L'ECDPM fonde actuellement un Réseau de Recherches liées à la politique UE-Afrique qui comprend ces aspects.

Dans le débat, on a formulé le besoin d'aborder le problème suivant : "en tant qu'instituts membres de l'EADI, comment pouvons-nous travailler ensemble ?" Le projet de l'EADI 'Coopération européenne au développement 2010/2020' était perçue comme un vecteur pour s'attaquer à ces questions. Louka Katseli a soulevé une autre idée : la mise en place d'un programme d'été sur "La coopération et les politiques de développement et de gestion", sur laquelle on continuait à débattre dans un Groupe de travail.

Quels modèles pour la coopération de gestion avec les instituts de recherche du Sud ?

Dans leurs discours, Emir Sader de CLACSO, Hari Singh d'APISA et Adebayo Olukoshi de CODESRIA ont insisté sur le fait que les fonds investis dans les institutions dans le sud sont des éléments majeurs dans la coopération entre le Nord et le Sud. Il est essentiel de se baser sur la capacité pour récolter les fruits du travail en commun. Emir Sader voit une diminution en Amérique latine des recherches dans les pays du nord, sauf dans les pays comme le Mexique et le Brésil. Il a fait appel à un fonds international pour que soit mis en place une coopération équilibrée de la recherche. Adebayo Olukoshi a développé la collaboration Sud-Sud entre le CLACSO, le CODESRIA et l'APISA, appelé l'Institut Sud-Sud. En ce qui concerne la collaboration Nord-Sud, il a critiqué le fait que l'impact de la collaboration n'est pas souvent soutenue et que l'Institut du Sud est - après la fin du projet - souvent laissée plus faible qu'elle ne l'était auparavant. Hari Singh a développé divers modèles de coopération et ses inégalités structurelles. Il a conclu par dire que "nous avons besoin de nous éloigner des 'National Geographic and Discovery models' qui dépeignent la façon dont le Nord considère le Sud et le résultat est que le Sud voudrait reproduire ces modèles et regarder plutôt le Nord. Le pigment Nord-Sud de l'imagination doit être transformé en un produit Nord-Sud de l'imagination." Adebayo Olukoshi a insisté sur le fait que les études sur le développement ne peuvent plus continuer "les affaires comme à l'accoutumée". On devrait re-penser certaines choses. CODESRIA fait spécialement appel à

Organisation du changement futur et de gestion dans les instituts de recherches et les think-tanks

En Europe, on compte un grand choix d'instituts de recherches et de think-tanks (des cellules de réflexion) qui travaillent sur le développement international : des plus grands aux plus petits, spécialisés ou multi-disciplinaires, orientés vers la recherche ou la politique et basés complètement sur le financement principal ou le financement nul. Cependant, malgré la diversité, nous sommes tous confrontés aux défis communs institutionnels:

- de garantir que nos programmes et courants de travail sont tournés vers l'avenir, pertinents et adaptés à un calendrier international qui est en perpétuel devenir;
- de garantir que nous reconnaissons l'éventail des capacités dans le secteur, en Europe, mais, plus important, parmi la communauté de recherche croissante et de think-tanks dans les pays en développement et
- de garantir que nous communiquons efficacement pour l'impact politique, en ayant recours aux nouvelles technologies puisqu'elles deviennent accessibles.

Ces défis sont concrets et non théoriques. Devrions-nous avoir de nouveaux programmes sur l'urbanisation, la politique migratoire ou la sécurité ? Comment répondre aux nouveaux dilemmes de la mondialisation fixés par l'Inde et la Chine ? Comment apporter une réponse au changement climatique et aux autres défis émergents à l'échelle mondiale ? Tandis que nous tentons d'apporter une réponse à ces questions, comment tenons-nous compte de la capacité grandissante dans les pays en voie de développement et du besoin de nouveaux partenariats ? Et puisque nos programmes de travail se développent, comment nous adaptons-nous au changement en communication vers des productions plus petites et souvent plus éphémères, que ce soit des contributions écrites, des blogs ou des clips vidéo sur Youtube ? Les équipes dirigeantes des instituts de recherches et de think-tanks sont constamment confrontées à de telles questions lorsqu'elles pensent au futur. On a besoin de prendre des décisions spécifiques sur le recrutement et les compétences du personnel, sur les arrangements pris entre partenaires, sur les structures et infrastructures institutionnelles et sur les modèles de travail qui soutiennent le changement. Comment prendre ces décisions ? Encore plus difficile, comment les mettre en oeuvre ? Que pouvons-nous retenir de notre propre expérience de l'organisation du changement futur et de gestion ? Ce courant de travail de l'EADI sera dirigé par les directeurs et les équipes de gestion senior des instituts membres de l'EADI. Ils vont collaborer dans une série de courtes études de cas décrivant les processus de gestion du changement dans différents types d'instituts. La plupart des cas seront larges selon les instituts. D'autres pourraient traiter d'autres épisodes plus spécifiques en matière de changement - par exemple, de l'introduction d'un nouveau courant de travail ou du changement des schémas de communication. Dans tous les cas, on insistera sur les mêmes questions essentielles : pourquoi a-t-on pensé qu'un changement était nécessaire ? Comment cela a-t-il été planifié ? Quelles ont été les opportunités et les contraintes ? Comment le changement s'est-il effectué ? A-t-il été réussi ? On envisage de créer un groupe de discussion électronique qui pourra échanger leurs idées sur les cadres et les hypothèses - mais brièvement - et structurer un ensemble d'études de cas. On espère qu'il pourra y en avoir jusqu'à 12, afin d'être présentés dans trois sessions de panel lors de la Conférence Générale de l'EADI à Genève en juin 2008. On espère que les études de cas peuvent être regroupées, par exemple selon le type de changement. Une session plénière va rassembler les principales conclusions. Un livre ou un périodique sous forme de numéro spécial sera édité après le projet.

Il vaut la peine de souligner que ce n'est pas simplement un projet universitaire. On s'attend à ce qu'il soit utilisé immédiatement par les directeurs actuels et futurs de l'EADI, mais aussi par leurs homologues dans d'autres régions. Le projet pourrait finalement mener à un courant de travail sur le développement de la gestion à long terme de l'EADI.

Simon Maxwell, Directeur, Overseas Development Institute, London, Courriel: s.maxwell@odi.org.uk

la communauté sociale africaine de recherches au-delà des paramètres qui informent sur la réflexion en matière développement en et sur l'Afrique à ce jour, y compris les plus récents documents de stratégie de réduction de pauvreté (PRSP), les OMD et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), au moment où il y a un sentiment répandu que le débat actuel sur le développement est caractérisé par une extrême pauvreté de l'imagination¹.

En conclusion du débat, on s'est accordé

sur une série de sessions qui serait tenue durant la 12ème Conférence Générale consacrée aux sujets décrits ci-dessus.

¹Voir également le CODESRIA Bulletin, No 3&4 (2005), http://www.codesria.org/Links/publications/content_bulletin/bulletin_3_05.htm



Jean-Luc Maurer, Emir Sader, Adebayo Olukoshi, Hari Singh

Etablir des relations de confiance - Le programme du savoir d'une grande organisation politique

Rob Visser et Caroline Wiedenhof

Une amélioration de la coopération entre les mondes de la politique et de la recherche scientifique n'est possible que si un changement s'effectue des deux côtés.

Les changements que nous souhaiterions voir dans le monde scientifique peuvent être résumés comme le besoin d'avoir davantage de ce qu'on appelle des "recherches mode 3" : ce sont des recherches réalisées dans des réseaux dynamiques du savoir, en mettant l'accent sur les liens entre participants et en leur permettant d'échanger des informations et d'y attacher de l'importance¹. Concernant les responsables politiques, la coopération avec des scientifiques serait facilitée si le type de recherches n'était pas un doublon du "travail régulier" pour les scientifiques, mais si elle était appréciée dans leurs rapports scientifiques et fondée sur les sciences fondamentales.

Toutefois, nous allons nous concentrer ci-après sur les changements nécessaires dans le monde politique et sur la façon dont le Ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS) relève ce défi.

Les organisations politiques doivent devenir des organisations d'apprentissage permanent, ce qui présuppose un accroissement de l'intérêt du savoir et des sciences. Cet objectif fait partie de notre calendrier depuis plusieurs années. Notre programme du savoir se compose d'éléments de politique de recherche, de gestion du savoir, de formation et de politique personnelle de même que des efforts pour améliorer les relations entre la science et la politique.

Qu'est-ce qui a été amélioré dans le programme du savoir ?

Si nous jetons un coup d'oeil aux structures formelles en place pour les politiques du savoir, le tableau est sombre. A titre d'exemple, le service de la planification stratégique du

Ministère a été supprimé. Par ailleurs, il existe des coalitions informelles de collègues qui travaillent sur un aspect particulier du programme du savoir. Est-ce que le gain de la structure informelle compense suffisamment la perte d'infrastructure formelle ? Si l'on veut obtenir une réponse fiable, on a besoin d'une véritable (et quelque peu difficile) évaluation.

Considérons les progrès réalisés à l'aide de l'outil - développé par Chris Collison² - qui permet d'évaluer soi-même la gestion du savoir et qui repose sur cinq critères et cinq niveaux.

Schéma de l'auto-évaluation de la gestion du savoir - Les cinq critères

- Stratégie de gestion du savoir
- Comportements des dirigeants
 - Réseau de contact
- Apprendre avant, pendant et après
 - Capture du savoir

Le premier critère n'est possible que si l'on a accepté qu'une stratégie de gestion du savoir existe. Le plus haut niveau est la stratégie de gestion du savoir imbriquée dans la stratégie du travail de l'organisation. En ce qui nous concerne, nous sommes loin de ce niveau. Nous méritons deux niveaux : les personnes utilisent des outils pour les aider dans leur apprentissage ou pour partager le savoir.

Dans le domaine du comportement des dirigeants, nous avons même atteint le niveau trois : on est visiblement soutenu par la partie supérieure. Nous avons également observé des réseaux de contact ad hoc se créer ; là nous sommes au niveau deux.

"Apprendre avant, pendant et après" montre une image mixte. Pour une minorité de nos collègues, le partage du savoir fait partie de la routine (niveau quatre), mais la plupart d'entre eux ne le considèrent pas comme une priorité (niveau un).

Nous pouvons conclure qu'en termes d'intentions, nous avons réalisé de réels progrès, mais nous ne sommes néanmoins pas

encore à la moitié de la situation idéale.

Les principaux noeuds se trouvent au niveau de la politique personnelle, de la culture d'entreprise et de l'attaque cachée sur le savoir implicite par les exigences actuelles sur le contrôle et les résultats. Ces facteurs se fondent sur la vision persistente mais dépassée portée sur le rôle du gouvernement.

Tout en reconnaissant ces limitations structurelles pour réaliser d'autres progrès, nous restons optimistes quant à d'autres améliorations. Nous nous attendons à des débats nationaux au sujet des connaissances et l'innovation va influencer notre programme d'une façon positive. En outre, tandis que la coopération pour le développement devient d'une portée toujours plus large, le partage du savoir devient toujours plus important. Et finalement, nous nous attendons à récolter de plus en plus des innovations locales comme l'Académie IS³.



Rob Visser

Quelques autorisations et interdictions pratiques

Dans notre expérience, on doit porter une attention particulière sur un certain nombre de points concrets.

Premièrement, nous ne devrions pas avoir de trop grandes attentes des outils traditionnels comme les discussions au sujet des documents de recherches. Ce ne suffit de passer outre les barrières qui séparent les deux mondes. Nous devrions aller plus loin.

Deuxièmement, les représentants politiques ne devraient pas demander aux scientifiques des recommandations concernant les mesures politiques concrètes ; et les scientifiques, quant à eux, devraient refuser de les écrire. Écrire des recommandations utiles est pratiquement impossible pour les personnes externes sans expérience politique, puisqu'elles sont fondées sur le savoir concret. La pratique prouve que les scientifiques deviennent vulnérables quand ils déçoivent les responsables politiques avec des recommandations non pertinentes ; cela va facilement nuire à la qualité de leurs recherches.

Le troisième point à retenir est que le libre-examen est nécessaire à la science. Le responsable politique devrait le fournir ; les scientifiques devraient le revendiquer. Des termes de références trop stricts s'opposent à la nature du travail scientifique.

Le dernier point qui est aussi le plus important : les deux parties devraient mutuellement se respecter. Quand un responsable politique ne publie pas, cela ne veut pas nécessairement dire qu'il n'a pas de savoir, juste pour se référer à une des diverses notions dédaigneuses de certains scientifiques.

Il devrait y avoir une sensibilisation mutuelle : tandis qu'une publication marque le début d'un processus pour le responsable politique, le scientifique a tendance à voir la publication comme une étape finale. Nous le savons tous que la dissémination ne fonctionne pas très bien. (Il est sûrement plus intéressant de voir quand elle fonctionne ; la publication "The white man's burden" de William Easterly a été sujet à de fortes controverses au siège de notre Ministère. Un cas rare de dissémination réussie!). Le manque de vue d'un scientifique dans les pratiques politiques ne signifie pas qu'il est bête. Un autre exemple : les responsables politiques aiment les commentaires de



procédure même si on ne leur a pas demandé d'en faire. (Question du scientifique: "Que pensez-vous de ma proposition de recherches ? Réponse: "cela est du ressort du comité de conseil d'en juger"). D'un autre côté, une habitude frappante du scientifique est de surestimer la valeur du savoir scientifique en relation avec d'autres types de connaissances.

IS-Academy

L'académie IS est notre outil le plus innovateur et potentiellement le plus efficace pour améliorer les relations entre la science et la politique. C'est une académie virtuelle fondée sur des partenariats entre les divisions dans notre Ministère et l'université, constituée d'un nombre d'activités reliées entre elles autour d'un thème politique. Les partenaires se partagent les frais. Sous cette structure, les étudiants et les jeunes chercheurs ont l'opportunité de travailler au Ministère, les fonctionnaires proposent des conférences aux invités et publient des articles et enfin des groupes de travail communs sont organisés.

De cette façon, les responsables politiques participent activement aux activités scientifiques et les universitaires peuvent s'investir dans le travail politique. Les avantages à court terme d'une telle coopération sont multiples : des efforts communs sont un gain de temps, les responsables politiques bénéficient d'un accès direct à la capacité de recherches et les institutions scientifiques ont un aperçu des programmes de développement et des réseaux.

A long terme, on génère un savoir plus pertinent des politiques, on rajeunit le pôle des

chercheurs du développement, les responsables politiques élargissent leurs horizons, la coopération sur le développement reçoit plus d'attention dans la recherche scientifique et l'engagement mutuel tombe davantage sous le sens.

Les académies IS ne sont pas seulement pleines de potentiel, elles sont aussi assez vulnérables. Certains partenaires scientifiques sont plus intéressés par le progrès des recherches que par les avantages mutuels du projet, tandis que certains fonctionnaires ont tendance à être trop enthousiastes par les services directs utiles. Il est bien trop tôt pour établir un bilan mais jusqu'ici toutes les parties concernées sont positives. On observe même des signes de services rendus réciproquement et spontanément, clairement fondés sur les nouvelles relations de confiance. C'est la preuve d'un succès scientifique-politique!

Rob Visser, directeur scientifique, et Caroline Wiedenhof, à la tête de la Division Recherches et Communication, travaillent tous deux au Ministère des Affaires étrangères / DGIS des Pays-Bas.
E-mail: caroline.wiedenhof@minbuza.nl, rob.visser@minbuza.nl

¹Louk de La Rive Box, *To and Fro*, Cours magistral à l'Université de Maastricht, 2001, <http://www.fdcw.unimaas.nl/personal/WebSites/MWT/Box/toandfro.pdf>

²Chris Collison (2004): *Learning to Fly: Knowledge Management from Learning and Leading*

³IS est l'abréviation de „Internationale Samenwerking“ („International Cooperation“ – „coopération internationale“) en néerlandais.

Stratégies pour l'impact et pertinence politique

John Young

Le programme RAPID de l'Overseas Development Institute (ODI) a fait l'objet de recherches depuis ces cinq dernières années pour savoir comment on pouvait maximiser l'impact des recherches sur la politique et la pratique. Voici ce que nous avons appris en six leçons simples.

La première leçon est que les processus politiques sont merveilleusement compliqués. Ils sont très rarement linéaires et logiques. Présenter des résultats de recherches à des responsables politiques et s'attendre à ce qu'ils les mettent en pratique a vraiment peu de chances de fonctionner. Tandis que la plupart des processus politiques impliquent des phases séquentielles du calendrier mis en place de la prise de décision à la mise en oeuvre et l'évaluation, certaines phases peuvent prendre beaucoup de temps et plusieurs phases se déroulent parfois plus ou moins en même temps. Beaucoup d'acteurs sont impliqués : les ministres, le parlement, les fonctionnaires, le secteur privé, la société civile, les médias etc., et dans le secteur du développement, les donateurs aussi. Tous en train de chercher activement à prendre part directement au



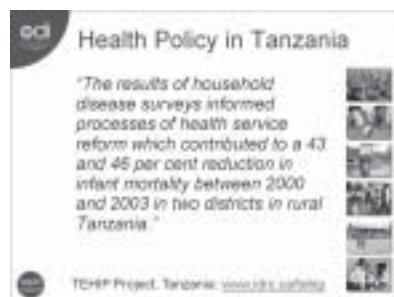
processus et tenter de s'influencer les uns les autres. Alors que le livre de Clay et Schaeffer "Room for Manoeuvre"¹ (1984) décrit "la vie complète de la politique comme un chaos de buts et d'accidents", nous préférons utiliser les termes "complexe", "multifactoriel" et "non linéaire".

La deuxième leçon est que les preuves fondées sur les recherches jouent habituellement un rôle très minime. Une récente étude de l'ODI sur les facteurs ayant une influence sur la pauvreté chronique en

Ouganda a révélé que seulement deux facteurs sur vingt-cinq avaient fait l'objet de recherches². Au cours d'une discussion sur la prise de décision fondée sur des preuves à l'ODI en 2003, Vincent Cable³ a affirmé que les responsables politiques étaient pratiquement incapables d'utiliser des preuves fondées sur les recherches à cause de la vitesse 5 Ss - ils doivent prendre des décisions rapidement ; "S" comme Superficiality - elles traitent d'une large



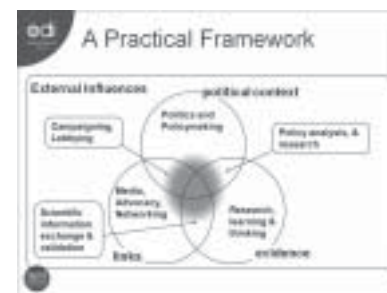
contribution ; comme Spin - ils doivent se coller à une décision, au moins pour une période de temps raisonnable ; comme Secrecy - beaucoup de discussions politiques doivent être tenues au secret ; et comme Scientific Ignorance - peu de responsables politiques sont des scientifiques et ne comprennent pas le concept scientifique de tester une hypothèse. Lors d'une autre réunion de l'ODI, Phil Davies, alors directeur adjoint, département des recherches gouvernementales et sociales, bureau du Cabinet au Royaume-Uni, a décrit comment les responsables politiques ont tendance à être beaucoup influencés par leurs propres valeurs, expériences, expertises et jugements, l'influence des lobbyistes et des groupes de pression et le pragmatisme basé sur la quantité des ressources qui sont disponibles. Il continua de décrire comment les



chercheurs et les responsables politiques ont des concepts complètement différents de ce qui constitue de bonnes preuves. Les chercheurs n'estiment leurs résultats que fiables s'ils ont été prouvés scientifiquement et étayés par la théorie ; ils sont peu disposés à dire quoique ce soit jusqu'à ce qu'il faut le faire, et ensuite les accompagnent d'avertissements et de qualifications. Quant aux responsables politiques, ils vont prendre plus ou moins tout ce qui peut les aider à prendre une décision qui semble à la fois raisonnable, clair et disponible au bon moment⁴.

La troisième leçon est que c'est possible. Les preuves fondées sur les recherches peuvent contribuer à des politiques qui peuvent avoir des conséquences dramatiques sur la vie des gens. Des sondages sur les maladies familiales réalisés par Tanzania Integrated Health Improvement ont donné des informations sur les processus de la réforme des services de santé qui contribua à réduire de 43 et 46 % la mortalité infantile dans deux régions de la Tanzanie rurale entre 2000 et 2003.⁵

La quatrième leçon est que les chercheurs ont besoin d'une compréhension holistique du



contexte dans lequel ils travaillent. Alors qu'il existe un nombre infini de facteurs qui affectent la façon dont les preuves fondées sur des recherches influent ou non sur la politique, il est possible d'obtenir suffisamment de connaissances pour être capable de prendre des décisions sur comment maximiser relativement facilement l'impact des recherches sur la politique et la pratique. L'ODI a élaboré un cadre simple analytique identifiant quatre grands groupes de facteurs⁵. Le premier groupe englobe ce que nous appelons "les influences



extérieures" ; ce sont ces facteurs en dehors du contexte dans lequel vous travaillez qui affecte ce qui se passe à l'intérieur de celui-ci. Les politiques de dons, par exemple, peuvent être extrêmement influentes dans les pays fortement endettés. Le deuxième groupe, le contexte politique, comprend les personnes, les institutions et les processus impliqués dans la façon de faire de la politique. Le troisième est tout ce qui se situe autour de la preuve en elle-même, y compris le type, la qualité et la contestabilité des recherches et comment elle est communiquée ; et le quatrième, que nous appelons "liens", comprend tous les autres acteurs et mécanismes ayant une incidence sur la façon dont la preuve entre dans le processus politique. Si les chercheurs veulent maximiser l'impact de leurs recherches ou promouvoir une mesure politique particulière, ils ont besoin de connaître les principaux acteurs extérieurs : quel est leur programme et comment influencent-ils le contexte politique ? Ils ont besoin d'avoir des connaissances approfondies du contexte politique dans lequel vous êtes en train de travailler : y a-t-il un intérêt politique en retour ? Y a-t-il de l'espace pour manœuvrer ? Comment les responsables

politiques perçoivent-ils le problème ? Ils ont besoin de décider si vous avez le bon type de preuve pour les convaincre qu'il vaut la peine de changer et comment la présenter au mieux et ils ont besoin de savoir qui d'autres peut les aider à attirer l'attention des responsables politiques : qui sont les organisations et les individus les plus importants ? Existe-il des réseaux auxquels on peut avoir recours ?

La cinquième leçon est que les chercheurs ont besoin de compétences supplémentaires pour influencer la politique. Ils ont besoin d'être des combinards politiques capables de comprendre les mesures politiques et identifier les joueurs majeurs ; d'être de bons conteurs pour synthétiser des histoires simples envoûtantes obtenues à partir des résultats de recherches ; d'être de bons travailleurs en réseau pour travailler efficacement avec tous les autres dépositaires et enfin d'être de bons ingénieurs pour créer un programme qui réunit toutes ces compétences. Autre possibilité : travailler dans des équipes multidisciplinaires dans lesquels d'autres personnes ont ces mêmes compétences. Le programme RAPID de l'ODI a réuni un large éventail de jeux d'outil⁶ incluant des outils bien connus et souvent simples pour réaliser ces choses.

La sixième leçon est résolue - les chercheurs ont besoin de vraiment vouloir le faire. Faire d'un chercheur un entrepreneur politique, ou d'un institut de recherches un think-tank concentré sur la politique n'est pas chose aisée. Cela implique une réorientation fondamentale vers un engagement politique plutôt que la réussite universitaire ; de s'engager encore plus

avec la communauté politique ; de développer un programme de recherches se concentrant sur les problèmes liés à la politique plutôt que les intérêts scolaires ; d'acquérir de nouvelles compétences ou de former des équipes multidisciplinaires ; d'établir de nouveaux systèmes internes et des actions pour motiver les personnes ; de consacrer beaucoup plus de temps à communiquer ; de produire une gamme différente de productions et enfin de travailler davantage en partenariats ou en réseaux. Cela pourrait également signifier : envisager un modèle de financement radicalement différent.

Ce n'est pas facile, mais cela ne relève pas de l'impossible et cela peut faire une énorme différence dans la vie des gens dans les pays en développement.

¹Clay & Schaffer, Room for Manoeuvre. An Exploration of Public Policy in Agricultural and Rural Development, Heineman Educational Books, Londres

²Kate Bird et al, Fracture Points in Social Policies for Chronic Poverty Reduction, ODI WP242, 2004

³Dr Vincent Cable - député pour Twickenham, dans "The Political Context", Does Evidence Matter Meeting Series, ODI, mai 2003, http://www.odi.org.uk/RAPID/Events/Evidence/Presentation_3/Cable.html

⁴Phil Davies dans Impact to Insight Meeting, ODI, octobre 2005, http://www.odi.org.uk/RAPID/Events/Impact_Insight/Presentation_1/Davies.html

⁵Bridging Research and Policy in International Development: An Analytical and Practical Framework. Rapport 1 sur le programme RAPID, octobre 2004, http://www.odi.org.uk/RAPID/Publications/RAPID_BP_1.html

⁶<http://www.odi.org.uk/RAPID/Tools/Toolkits/index.html>



Paul Engel

John Young est Directeur du Programme RAPID à l'Overseas Development Institute, Londres
E-mail: j.young@odi.org.uk

Consultation sur les besoins en formation d'un praticien généraliste du développement

Charlotta Heck¹

Une consultation sur les besoins en formation pour le praticien généraliste du développement s'est tenue le 17 octobre 2007 à l'Institut des Etudes Sociales (ISS) de La Haye, aux Pays-Bas. Elle a été organisée conjointement par l'Association Européenne des Instituts de Recherche et de Formation en matière de Développement (EADI) et l'Institut d'Etudes du Développement (IDS) à Brighton (Royaume-Uni). Le contexte et la motivation d'organiser cet événement tenaient à deux raisons. Le secrétariat de l'EADI avait prévu de réaliser un sondage sur le paysage de la formation sur le développement afin de compléter le sondage réalisé en 2006 sur la recherche en matière de développement. En même temps, l'IDS travaillait en coopération avec la Fondation MacArthur et la Commission on Education for International Development Professionals² pour mener une série de consultations tout autour de la problématique suivante : savoir si les programmes universitaires des Etudes sur le Développement correspondent aux besoins des professionnels du développement et quel est le programme idéal de formation pour le praticien généraliste du développement.

Pour conjuguer leurs forces, l'EADI et l'IDS se sont mis d'accord pour travailler ensemble sur la consultation qui a été précédée par le sondage de l'EADI parmi ses membres institutionnels.

Résultats du sondage

Le sondage a été envoyé à environ 140 membres institutionnels de l'EADI étant actifs dans les domaines de la formation, de la recherche, de la consultation et du travail. Pendant qu'on a demandé à des instituts (prestataires) qui proposent des cours universitaires d'un ou deux ans leur programme et ce qu'est selon eux un programme "idéal", nous avons voulu savoir ce que les instituts qui ne proposent pas de tels cours pensent des cours qui existent, ce que serait un programme idéal et s'ils trouvent le personnel adapté à leurs besoins. Nous avons

reçu dix-neuf réponses de prestataires et douze réponses de non prestataires. Même si l'échantillon est restreint, nous avons décidé de faire usage des résultats du sondage en guise d'introduction de notre consultation sur la formation. Le résultat le plus surprenant du sondage est la réponse à la question si les programmes existants répondaient aux besoins du praticien généraliste du développement.

Tandis que 87% des prestataires de formation étaient convaincus que leurs programmes répondaient à leurs attentes, seulement 10% de ceux qui ne sont pas prestataires partageaient le même avis. Vu d'une perspective de ressources humaines, seulement 30% des non prestataires ont affirmé qu'ils n'ont pas de problème pour trouver du personnel qualifié pour leur organisation. Ils voulaient des cours qui se concentrent plus sur les compétences en facilité, en participation et l'écriture de contributions politiques et ne pas trop se focaliser sur les sciences sociales et économiques comme conditions préalables pour l'admission des étudiants. Seuls 60% des cours proposés exigent que leurs étudiants effectuent des travaux sur le terrain et, encore moins, des stages en entreprise. Les professeurs des programmes d'enseignement semblent être pour la plupart des scientifiques sociaux et des économistes et peu sont des praticiens diplômés et des responsables politiques.

D'un point de vue général, il était clair qu'il existe une demande sur le marché grandissant pour les études sur le développement puisqu'il y a une augmentation régulière du nombre de candidats au cours de ces cinq dernières années.

Critiques à l'égard de notre sondage

Après avoir présenté dans un premier temps les résultats du sondage, il y a eu une discussion ouverte, en présence de 20 participants invités, principalement des directeurs de recherche et

des instituts de formation. Premièrement, la discussion a commencé par des critiques vis-à-vis du sondage. Par exemple, on a soulevé la question si l'échantillon existant était suffisamment large. Il y avait une inquiétude particulière d'éviter la tentation de voir les "non prestataires" de programmes de formation comme un mandataire approprié à la demande étant donné que les instituts membres de l'EADI, non prestataires, étaient considérés à la base trop similaires aux prestataires de formation pour donner le "point de vue général d'un employeur".

C'est pourquoi, le sondage a été plus perçu comme un projet expérimental qu'une étude définitive, avec des doutes quant à la présentation des résultats au niveau international. Deuxièmement, malgré les imperfections du sondage, certains résultats ont surpris nos participants. Notamment, le fait que beaucoup de compétences techniques sont moins estimées par les non prestataires que les prestataires et que la capacité de facilité et des concepts de participation étaient considérablement plus estimés par les non prestataires.

En outre, on a accordé peu d'importance à l'organisation de projet et l'évaluation, le commerce et le développement, les compétences en matière de données et de recherches. Comprendre et répondre aux processus de changement étaient considérés comme des compétences importantes parmi les participants de la consultation mais n'avaient pas été du tout mentionnés dans le sondage.

Un programme généraliste ?

Quand on a demandé de concocter un programme idéal pour le praticien généraliste, il s'est avéré qu'à une échelle plus grande, de nombreux doutes planaient sur le concept même de "professionnel généraliste du développement" : est-ce que ce personnage existe ? Est-il souhaitable de travailler sur cette

base ? On s'est interrogé sur la relation appropriée entre les éléments communs d'un programme général et la spécialisation suivante (ou précédente). Les participants étaient d'accord sur le fait que la diversité des pratiques en matière de développement requerrait une diversité des opportunités de formation. Par exemple, les étudiants qui avaient une licence dans une autre branche que les études sur le développement auraient plutôt besoin d'un programme général tandis que ceux qui possèdent une base plus générale d'éducation auraient plutôt besoin d'une spécialisation. Cependant, des participants ont proposé qu'une introduction générale aux études sur le développement devrait servir de base dans tous les cours de spécialisation afin de fonder une base commune du savoir avec laquelle on peut travailler.

Par ailleurs, les participants ont souligné le fait que la mondialisation génère un besoin d'un large éventail de spécialistes capables de travailler dans des contextes de développement. Cela est dû à l'engagement de nouveaux dépositaires dans le domaine du développement tels que les ministères de l'environnement qui sont intéressés par la dimension mondiale, les organisations de sécurité qui travaillent à la reconstruction en cas de conflits ou les agences de santé s'occupant de problèmes mondiaux.

De plus, les agences de développement sont de plus en plus dirigées par des directeurs qui n'ont pas de savoir spécifique ou d'expériences dans le développement. Ces tendances actuelles laissent entrevoir un besoin croissant de développer les études sur le développement, comme un plus aux spécialistes existants. On a fait mention par exemple de l'agence danoise de développement, DANIDA, qui propose des cours en tant que programmes de formation aux personnes déjà dans la vie active.

Éléments majeurs des cours délivrés par les études sur le développement

Bien qu'un des objectifs de la formation était de discuter sur quels éléments concrets du programme d'enseignement devraient faire partie des programmes de formation, la discussion était davantage concentrée sur les attitudes et aptitudes nécessaires à avoir. D'abord et surtout, les participants étaient d'accord sur ce point : une tâche principale devrait être de

former les étudiants à être critiques et d'avoir une approche critique face aux défis internationaux auxquels le secteur du développement est en train de faire face actuellement. Ils devraient apprendre à travailler avec des environnements complexes et/ou en mutation, à communiquer avec de multiples agents parlant différentes langues et comprendre les problèmes qui se posent en travaillant en groupe.

De plus, les participants ont vu un réel besoin de s'assurer que les étudiants comprennent et appliquent les approches interdisciplinaires et qu'ils soient capables de gérer de nouvelles modalités d'aide, d'harmonisation et d'alignement. Un des participants s'est référé à un article récemment publié par Michael Woolcock³ qui en appelle aux cours pour enseigner aux étudiants trois compétences essentielles : être "détectives", "traducteurs" et "diplomates".

Un autre problème important faisait irruption : les personnes qui étaient spécialisées dans le développement mais n'avaient pas d'expériences dans d'autres pays. Suivre un apprentissage et le mettre en pratique était considéré comme quelque chose d'extrêmement important, de préférence sur la base avec des partenaires, et les stages en entreprise ont été mentionnés comme une opportunité précieuse.

Autres facteurs importants

Lors d'entretiens avec d'anciens étudiants, ces derniers rapportent que l'opportunité d'étudier dans un groupe issu de divers horizons, origines et expériences est simplement tout aussi important à l'apprentissage qu'au programme d'enseignement de la formation. Les divers milieux géographiques, les différences d'âges et les expériences professionnelles sont des valeurs estimées dans le contexte de l'apprentissage. À titre d'exemple, un institut a décrit l'admission de ses étudiants ayant comme caractéristique un fort pourcentage de participants du sud et divers milieux de travail.

Alors que des étudiants ont une formation générale sur le développement, en quête de formation et de spécialisation, d'autres se présentent avec une expérience très locale ou spécialisée qu'ils souhaitent fixer dans un contexte plus large et plus théorique. L'institut pouvait confirmer que l'expérience de l'apprentissage tire son avantage de la

juxtaposition et des groupes se penchant sur les vastes problèmes définis par le groupe.

Les participants ont jugé cet aspect très important en mettant l'accent sur le besoin de travailler de façon plus systématique pour exploiter efficacement les aspects décrits. Cela nous mène à la question si on devrait mettre en place des processus de sélection de manière à façonner l'étudiant avec cette diversité de milieu, d'expérience et d'origine.

Où se trouve du côté de la demande

Dans ce contexte, il est devenu clair que davantage d'efforts devraient être utilisés pour discuter sur qui constituerait la demande pour ainsi être satisfait des programmes de formations discutés. Le rôle des ministères ou des agences oeuvrant pour le développement, des organisations non gouvernementales, des étudiants et des anciens étudiants devraient être discutés quant à leur influence sur le programme d'enseignement.

Dans tous les cas, les représentants du Nord et du Sud devraient être impliqués. Mais il y avait aussi le souci de simplement satisfaire le marché. Les participants ont souligné le fait que les utilisateurs en fin de parcours ne sont pas ceux décrits plus haut, mais la population des pays en développement.

De plus, si les instituts ont un calendrier de transformation, ils ne peuvent pas se restreindre eux-mêmes à répondre aux agents existants de développement. Cependant, les résultats du sondage à des raisons de s'inquiéter quand l'on compare le degré de satisfaction des prestataires et ceux des non prestataires quant aux cours existants : selon le sondage, seulement 10% des non prestataires affirmaient que les cours existants répondaient au besoin, 87% des prestataires de formation étaient convaincus des programmes mis en route, répondant aux besoins des praticiens.

Apporter le problème sur le devant de la scène ?

À la fin de notre débat fructueux et en partie controversé, on a soulevé la question suivante : comment poursuivre le sondage et la consultation des résultats ? Dans un résumé, le président de l'EADI, M. Jean-Luc Maurer, a déclaré : "Peu importe ce que nous déciderons de faire concernant la poursuite du sondage pour la Fondation MacArthur et l'Institut de la terre, je pense que la riche discussion que nous (suite: page 16)

Le Prix de l'EADI 2007

L'EADI a créé en 2005 un prix pour "encourager les recherches créatives, interdisciplinaires et présentant de multiples facettes sur les problèmes liés au développement" de la prochaine génération de spécialistes du développement.

Le jury a repéré le gagnant qui se démarquait des autres parmi les quarante inscrits à la compétition cette année. Nous sommes très heureux de remettre le Prix de l'EADI 2007 pour l'excellence dans les études de développement à un jeune homme qui a soumis un travail qui soulève des questions au cœur du processus de recherche.

Le travail exceptionnel de Reza Hasmath sur "L'évolution des minorités ethniques dans la Chine urbaine : l'exemple de Beijing" est une analyse rigoureuse et multidisciplinaire sur un sujet complexe : les minorités ethniques dans un environnement urbain.

Le travail analyse la situation des minorités ethniques toujours plus nombreuses en Chine dans les centres urbains tel que Beijing. Il

témoigne d'une approche très originale et révèle des résultats surprenants. Le travail indique que les minorités ethniques dans la capitale sont parvenues à acquérir une éducation plus grande que le groupe dominant Han. Cependant, quand elles cherchent un emploi dans des domaines intensifs d'éducation, bien payés, leur ethnie leur fait apparemment défaut, c'est-à-dire la démographie Han est disproportionnellement représentée dans les salaires élevés, les secteurs intensifs de l'éducation. Le travail examine ce qui explique cet écart, et décrit ce que signifient les résultats en ce qui concerne l'évolution des minorités ethniques à Beijing. Et enfin, il tente d'émettre des solutions pour savoir comment la situation peut être améliorée. Le travail se base sur des propres interviews, agrémentés

d'observations travaillées avec minutie associées à l'analyse des données statistiques tout en ayant brillamment utilisé la bibliographie.

Reza Hasmath termine actuellement son doctorat de Sciences politiques et sociales à l'Université de Cambridge, au Royaume-Uni.

Nous félicitons Reza et nous lui souhaitons bonne chance pour sa future carrière!



Jean-Luc Maurer, Reza Hasmath

EADI @ Journées européennes du développement

La deuxième édition des Journées européennes du développement, intitulées "Climat et Développement : quels changements?", a eu lieu à Lisbonne du 7 au 9 novembre 2007. L'événement a été organisé par la Présidence portugaise de l'Union européenne, qui fait de l'Afrique son cheval de bataille. Cette année, le changement climatique était au cœur des Journées européennes du développement, avec la présence d'experts, de décideurs sur le développement, d'ONG, du public et d'hommes politiques. Ils se sont tous entretenus pour savoir comment relever au mieux ce défi mondial pour les pays les plus pauvres. En tant que partenaire des Journées européennes du développement, l'EADI était présent et tenait un stand d'information en faisant la promotion de la contribution de son adhésion au débat qui tournait autour du changement climatique et du développement. D'autres organisations internationales et européennes, tels que la Banque mondiale, le Parlement européen, la Banque européenne d'investissement, les ONG européennes et des organisations bailleurs de fonds, étaient également présentes.

M. Kofi Annan, Président du Forum humanitaire mondial et ancien Secrétaire général des Nations Unies, était l'invité d'honneur de l'événement. Il a sommé les responsables politiques d'intensifier immédiatement leurs efforts pour lutter contre le réchauffement climatique.

"Depuis bien trop longtemps, nous avons considéré le changement climatique comme un problème pour l'avenir," a-t-il déclaré. "Mais nous ne devons pas oublier que le changement climatique est une menace qui englobe tout. Ce n'est pas une question qui oppose les riches aux pauvres, le Nord au Sud. C'est un problème mondial et nous voyons ses effets partout."

Kemal Dervis, Administrateur du PNUD, a fait un fervent appel pour agir sur tous les fronts afin de lutter contre le réchauffement climatique. Les mesures de mitigation et d'adaptation ne doivent pas être décuplées, mais devraient être plutôt considérées comme essentielles pour relever les défis qu'impose le changement climatique - des défis qui pourraient arriver durant ce siècle ou le prochain.

Nous reconnaissons que nous disposons désormais de la science, mais des incertitudes subsistent quant à la vitesse du réchauffement climatique. Cependant, se servir des incertitudes pour justifier nos inactions n'est pas la solution, a-t-il affirmé aux participants.

Le dernier jour des Journées européennes du développement, le Commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire Louis Michel a émis une proposition ambitieuse: "Un 'investissement mondial' qui fournira les immenses ressources financières nécessaires pour la lutte contre le réchauffement, ici et maintenant. Les pays les plus riches du monde seraient chargés de rembourser l'argent emprunté en investissant dans un nouveau mécanisme innovateur à long terme."

L'année prochaine, les Journées européennes du développement se tiendront à Strasbourg et seront organisées par la France, qui sera alors à la Présidence de l'Union européenne.

Plus d'informations: <http://www.eudevdays.eu>

Gouvernance Mondiale pour un Développement Durable : La Nécessité de Cohérence Politique et de Nouveaux Partenariats

12e Conférence Générale de l'EADI, 24 - 28 juin 2008, Genève

"L'humanité minera les fondements de sa propre civilisation si nous, citoyens du monde, ne changeons pas le cours de notre développement."

Comme cette phrase inaugurale de la prochaine conférence de l'EADI le souligne, le thème unificateur de ce rendez-vous est d'une importance considérable : comment pouvons nous diriger la globalisation vers des méthodes de développement durable ? Comment assurer les besoins actuels des développements sans compromettre les besoins légitimes des générations futures ? La 12ème Conférence Générale servira de plateforme à l'exploration de ces questions au cours d'interventions et de débats regroupant chercheurs, représentants de la société civile et décideurs politique.

Structure de la conférence

Le 24 juin et le 28 juin seront respectivement des journées de pré- et post- conférence qui serviront de plateformes pour des séminaires, pour des ateliers des instituts membres, ainsi que pour d'autres événements parallèles.

Le programme central (25-27 juin) comprendra des séances plénières, ainsi que des sessions parallèles et des sessions des groupes de travail.

Les événements parallèles à la conférence

En complément des expositions de livres organisées par les éditeurs présents, les membres de l'EADI sont invités à représenter leur organisation le 24 juin 2008.

Les organisations étudiantes sont invitées à présenter leurs activités le 28 juin 2008

Sessions plénières

Trois sessions plénières auront lieu au cours de la semaine (voir page suivante).

Sessions parallèles

Les sessions parallèles se tiendront le vendredi 27 juin 2008. Les sujets abordés sont à confirmer.

- La gouvernance du don de la nature : le rapport entre gouvernance, conflits, et ressources naturelles
Organisé par : Bonn International Centre for Conversion
- Equité, économie et écologie
Organisé par Technology and Sustainable Development Department, Université de Twente
- Gouvernance globale et développement durable au Moyen Orient
Organisé par : M. Hvidt, Université du Danemark
- Le rôle d'une gouvernance globale et échelonnée dans le cadre des stratégies de retrait des migrations pour une qualité de vie sûre et durable dans les régions matrices de migrations internationales
Organisé par : B. Knerr, Université de Kassel
- Migrations et développement : cohérence des politiques et partenariats efficaces
Organisé par : OCDE Centre du Développement.
- Des savoirs divers et de nouvelles méthodologies pour une meilleure gouvernance et un développement durable.
Organisé par : Emergent issues in information and knowledge management and international development programme
- La coopération européenne pour le développement : un regard sur l'Afrique.

Publications

Un numéro spécial du EJDR sera publié après la conférence. Il y figurera une sélection d'articles. La série des livres EADI aidera aussi à la publication des résultats majeurs de la conférence.

Partenaires

La conférence sera accueillie par l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID) à Genève. Nous souhaitons remercier également l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération ainsi que le Ministère des Affaires Etrangères Finlandais pour leurs généreuses contributions.

Dates clés

Annonce de l'acceptation des résumés :
10 janvier 2008

Date limite de soumission des articles :
1er mars 2008

Conférence :
24-28 juin 2008

Plus d'informations

www.gc2008.net



Séance Plénière I (25 juin 2008)

Gouvernance mondiale pour un développement durable : Le défi de cohérence politique entre les organisations internationales

Rajendra Pachauri

(Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)

Kemal Dervis

(Programme des Nations Unies pour le développement)

Bertrand Ramcharan

(Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement)

Séance plénière II (26 juin 2008)

La croissance économique peut-elle être compatible avec le développement durable? En équilibre entre changement climatique et Objectifs du Millénaire pour le Développement.

François Bourguignon (à confirmer)

Banque mondiale

Wolfgang Sachs

(Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy)

Oswaldo de Rivero

(Ancien Ambassadeur auprès de l'ONU et de l'OMC)

Frances Stewart (à confirmer)

(Queen Elisabeth House)

Séance plénière III (27 juin 2008)

Mobiliser les réseaux pour renforcer la gouvernance mondiale : monde de la recherche, société civile, monde des affaires.

Martin Khor

(TWN-Réseau du Tiers monde)

Manuel Escudero (à confirmer)

(Global Compact)

Shalmali Guttal (à confirmer)

(Focus on the Global South)

Klaus Leisinger

(Fondation Novartis)

L'indice de l'engagement pour le développement 2007

Quelle place occupe l'Allemagne en aidant les défavorisés du monde

Ayant assisté à un débat table-ronde le 6 novembre 2007, organisée par l'Association Européenne des Instituts de Recherche et de Formation en Matière de Développement (EADI) et l'Institut Allemand de Développement (DIE), David Roodman a communiqué les résultats de l'indice de l'engagement pour le développement/IED (CDI en anglais) 2007 du Centre pour le Développement mondial (CGD en angl.), en se penchant plus spécialement sur le cas de l'Allemagne.

Le public a été accueilli par M. Thomas Lawo, le Secrétaire exécutif de l'EADI. Les panélistes, Mme Claudia Warning de l'Association des organisations de développement non gouvernementales allemandes (VENRO) et M. Jörg Faust de l'Institut Allemand de Développement (IAD-GDI) ont été présentés par Ulrich Hiemenz du Centre allemand de recherche sur le développement (ZEF).

Dans la présentation de son introduction, M. Roodman a expliqué que l'indice de l'engagement pour le développement vise à évaluer l'engagement des pays riches à l'égard des politiques en faveur des pays "pauvres". Le principe sous-jacent est de récompenser les engagements et les efforts des gouvernements entrepris vis-à-vis des pays en développement dans divers domaines politiques. L'objectif de l'IED n'est pas seulement de passer en revue l'aide étrangère comme le principal déterminant en terme de coopération pour le développement, mais aussi de se pencher sur

d'autres domaines comme ceux du commerce, des investissements, de la politique migratoire, de l'environnement, de la sécurité et de la technologie. Selon les résultats de 2007, l'Allemagne se place en 12^{ème} position, juste derrière l'Autriche, avec une note moyenne d'ensemble de 5,2 (sur 10).

Affaiblié dans les éléments spécifiques analysés, l'Allemagne ne pouvait que se hisser au premier rang en ce qui concerne le critère des "investissements" (8,0 sur 10) et a enregistré son pire résultat avec seulement 2,6 points (sur 10) dans la catégorie de l'"aide". Dans les autres domaines, l'Allemagne a obtenu des résultats moyens.

Les Pays-Bas remportent la Palme d'Or du classement en enregistrant un score global de 6,7 (sur 10). Cependant, même les Pays-Bas ont seulement affiché des scores moyens dans quatre domaines. D'où l'un des messages phares que M. Roodman souhaitait faire passer ce jour-là : même les pays qui enregistrent de très bons résultats peuvent obtenir des scores moyens dans d'autres catégories. Il ajoute aussi : "... alors si même le meilleur peut faire mieux, tous peuvent le faire."

Suite à cette présentation, M. Hiemenz a ouvert le débat par une première série de questions au panel et au public. La plupart des questions avait un point commun : l'index pourrait être trop compliqué. M. Faust a demandé si entre autres trois ou quatre paramètres ne suffiraient pas à l'IED. Cependant, M. Roodman a souligné que cette complexité était exigée

par les chercheurs pour octroyer une meilleure crédibilité à l'IED. En donnant une moyenne aux résultats sur une échelle numérotée de 1 (le pire des résultats) à 10 (le meilleur résultat), ils sont facilement reconnaissables au premier coup d'œil. M. Roodman a déclaré que le Centre pour le Développement mondial (CGD) s'efforce de rendre l'IED davantage compréhensible.

La seconde série de questions concernait l'impact plausible de cette approche théorique sur la prise de décision politique. Mme Warning a ouvert le débat par une affirmation qu'il est difficile d'influer sur la prise de décision politique avec un tel index complexe. Selon son expérience, les ordres du jour doivent être très simples et minimes afin d'être reconnus par les hommes politiques ou le public. Le débat suivant a révélé que l'IED - malgré le fait qu'il ne soit pas encore d'actualité dans la politique allemande - intéresse de plus en plus les hommes politiques individuels qui s'enquière déjà de l'index, comme l'a confirmé M. Jürgen Wiemann (directeur adjoint, DIE). Dans plusieurs autres pays, comme la France, les Pays-Bas et la Finlande, les parlementaires se servent en fait des résultats de l'IED comme ligne directrice pour l'évaluation de leur politique respective en matière de développement.

[Benjamin Heil](#) (EADI Secretariat)

E-mail: heil@eadi.org

Groupes de travail de l'EADI

Politique de gouvernance urbaine

Rapport du séminaire du Groupe de travail gouvernance urbaine, 1er au 2 octobre 2007, IHEID, Genève

La politique des arrangements institutionnels dans la gouvernance urbaine est un thème sur lequel un ensemble de recherches, à partir d'études de cas à la fois dans tout le Sud et le Nord, fait son apparition. Cela permet de tirer des conclusions générales pour ce qui est des opportunités et des limites de ces nouveaux arrangements institutionnels : la transformation de la qualité de vie des citoyens ordinaires dans les zones urbaines, la réduction de la pauvreté et l'augmentation de la citoyenneté de participation et démocratique. L'atelier a rassemblé à Genève des chercheurs qui travaillent en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient. Une vaste panoplie de travaux a été présentée et ce qui suit est une sélection de certains d'entre eux.

Les avantages anticipés des arrangements de la gouvernance urbaine en terme de citoyenneté, de participation et de démocratie varient fortement d'une région à l'autre. Divers travaux au sujet de la participation ont révélé que le processus du budget participatif est très différent en Amérique latine en fonction de l'aide légale qu'elle reçoit, de l'importance du budget permise et le degré de participation des citoyens. Le modèle classique de Porto Alegre avec l'autonomisation des citoyens est plus une exception qu'une règle (Hordijk). Au Brésil, les ONG qui travaillent dans les favelas doivent d'ailleurs inclure des participants

illégaux afin de travailler efficacement (Bautès). A Mumbai, les citoyens des classes moyennes sont capables de profiter le plus possible 'espaces négociés' avec le gouvernement exécutif local, tandis que les pauvres doivent travailler en fonction de la politique (Baud et Nainan).

D'autres travaux abordent le rôle du secteur privé et les intérêts des groupes de pression en élargissant l'espace urbain pour les groupes particuliers. A Surat, en Inde, des conflits institutionnels, causés par l'expansion de l'espace périurbain, menacent écologiquement les espaces sensibles étant donné que des groupes d'intérêt, soutenus par les citoyens politiquement engagés, privilégient leurs propres intérêts (Sridharan et Goswami). Au Rajasthan, de nouveaux entrepreneurs métropolitains dans l'industrie du marbre ont modifié les relations entre gouvernements locaux et publiques, profitant des processus de libéralisation en Inde (Cadène). Au Brésil, les gouvernements locaux ont favorisé le travail décent dans l'industrie de construction bien que des contradictions subsistent dans le sens où l'absence de formalité dans le travail existe toujours (Werna).

Finalement, dans certains travaux, on s'aperçoit que la citoyenneté est le fruit des citoyens eux-mêmes. En Bolivie, la ville informelle d'El Alto n'est pas construite de la même

façon par le gouvernement local et les citoyens des classes moyennes que par les résidents même d'El Alto. Les points de vue controversés poussent les citoyens à agir collectivement vers des emplois et des pratiques politiques informels afin de conserver leurs intérêts (Hillenkamp). En Inde, les ONG et les citoyens - tous deux défendant des intérêts privés - ont développé une nouvelle interface avec des institutions judiciaires pour favoriser leurs intérêts (litige d'intérêt public) ; les résultats accordent la priorité aux intérêts des classes moyennes et affaiblit les organisations des pauvres (Haritas et Milbert).

Le séminaire a rassemblé de nouvelles recherches dans les domaines des affaires et a animé le débat en juxtaposant les résultats obtenus à partir des différentes régions. La prochaine réunion du Groupe de travail se tiendra à la Conférence Générale de l'EADI en 2008. En 2009, une réunion abordera le thème de la "Gouvernance urbaine et la violence".

Organisateurs:

I. Milbert, Institut de hautes études internationales et du développement
E-mail: isabelle.milbert@unige.iued.ch

I.S.A. Baud, University of Amsterdam
E-mail: I.S.A.baud@uva.nl

Rapport de la Conférence 2007 du Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information

La Conférence 2007 du Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information (IMWG en anglais) a été organisée par l'Institute of Social Studies (ISS) de la Haye, aux Pays-Bas. Plus de 70 personnes venues de neuf pays ont assisté à la conférence. Le Groupe de travail ciblait les managers de l'information et du savoir, les bibliothécaires, les éditeurs scientifiques, en

particulier ceux qui travaillent dans les domaines du développement mondial, de la recherche sur le développement et de la coopération au développement.

Programme

Le Groupe a travaillé sur plus de deux jours et a été organisé de façon à maximiser le temps

imparti aux interactions et au partage du savoir.

Mercredi 26 septembre, la veille de la conférence, les participants de l'EADI présents se sont entretenus sur les tendances émergentes pour les cinq prochaines années. De quoi a-t-on besoin pour être reconnu comme managers de l'information et du savoir ? Quels sont les grands changements qui

affecteront la façon dont nous travaillons - en technologie, dans le comportement des utilisateurs, concernant les nouveaux points sensibles, la nouvelle architecture d'aide et d'autres domaines ?

Le premier jour de la conférence (le jeudi 27 septembre) était entièrement consacré au sujet émergeant dans la communication entre chercheurs : la publication en 'open access' (= en accès libre). Durant cette journée, on comptait onze conférenciers, dont Ben White, l'éditeur de Development and Change, et Richard Delahunty qui représentait l'éditeur de European Journal of Development Research. Ils ont discuté de la position de ces deux publications majeures commerciales à l'égard d'open access. Louk Box, directeur de l'ISS, qui a mis au défi la position des instituts de l'EADI et son personnel universitaire. Peter Lor est le Secrétaire général de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires (IFLA-FIAB). Celui-ci a souligné l'importance de la publication en open access qui favorise un échange équitable de la communication entre chercheurs en général et en particulier pour les pays en développement.

Helena Asamoah-Hassan de l'Université Kwame Nkrumah des Sciences et de la Technologie de Kumasi, au Ghana, représentait la voix des pays du Sud. Elle a insisté sur l'importance d'inclure open access dans les sujets de réunion dans les pays du Nord afin de mettre à disposition la littérature "du nord" dans le Sud, mais aussi de parrainer les auteurs du Sud pour qu'ils puissent publier via open access.

Chaque intervention était suivie d'une brève discussion et, en fin de journée, il y avait un débat table-ronde. Là, les participants et les intervenants, membres ou pas de la communauté de l'EADI, ont échangé une vive discussion sur la pertinence de la publication en open access pour le développement

mondial, de même que pour la recherche sur le développement et la coopération.

Vendredi 28 septembre, nous avons échangé nos expériences avec library 2.0 et discuté des projets en cours dans les Groupes de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information, tels que les projets EL@ND, Focuss.info et le nouveau programme de recherche sur cinq ans, IKM Emergent, qui est actuellement coordonné par l'EADI et le Groupe de travail sur la Gestion de l'information (ikmemergent.net).

La réunion de travail a clôturé la conférence par une touche positive en ayant défini les actions suivantes pour le Groupe de travail:

- Organiser une session plénière sur open access (accès libre) à la prochaine Conférence générale de l'EADI en 2008.
- Tenir une réunion en janvier 2008 pour préparer la Conférence générale de l'EADI.
- Evoquer le sujet de la publication en open access lors de la réunion des directeurs de l'EADI en octobre 2007 à l'ISS.
- Favoriser la création de meilleurs liens avec les pays du Sud.
- Explorer les possibilités de l'adhésion de l'IFLA-FIAB au Groupe de travail Gestion de l'information (IMWG) comme une association
- Etre représenté par le co-président de l'IMWG, Michel Wesseling (ISS), dans le groupe dirigeant sur l'IKM Emergent
- Organiser une session d'apprentissage en cours ou par correspondance sur les services les plus actuels et les gadgets (Web 2.0) avec le programme IKM Emergent
- Faire en sorte que le Groupe de travail reste un espace où il est possible de partager des défis et de résoudre des problèmes.
- Maintenir le cadre informel et amical du Groupe de travail qui accueille et implique de nouveaux membres.

Lors de la réunion des directeurs d'instituts de l'EADI qui s'est déroulée les 17 et 18 octobre à l'ISS à La Haye, Michel Wesseling a présenté la déclaration de l'IMWG sur open access. Il y a eu un vif débat : les directeurs de l'EADI se sont mis d'accord sur les principes d'open access, mais ont toutefois fait part de leurs inquiétudes concernant le modèle de travail (l'auteur paie). Tous étaient d'accord qu'open access serait le sujet principal de la Conférence Générale à Genève en juin 2008. Les directeurs d'instituts de l'EADI se préparent à signer une déclaration pour soutenir open access.

Le thème de la prochaine Conférence Générale de l'EADI sera "Gouvernance mondiale pour un développement durable". L'IMWG tend à avoir une séance plénière à cette conférence. Pour cette réunion, un comité local, formé de Laurel Dryden (Bureau International du Travail) et de Christine Wehrli (Institut de hautes études internationales et du développement), a été créé. Les directeurs de l'IMWG apporteront leur support à ce duo.

Documentation disponible

Toutes les présentations, les vidéos et les rapports des réunions peuvent être téléchargés sur le site: <http://www.iss.nl/conferences/eadi>.

Contact

Pour plus d'informations sur l'EADI et sur le Groupe de travail Gestion de l'information (IMWG), veuillez consulter le site Internet suivant: www.eadi.org/detail_page.phtml?page=information

Pour plus d'informations sur la conférence du Groupe de travail, veuillez contacter Peter van Helden à l'ISS. E-mail: eadi@iss.nl

Nouvelles du Groupe de Travail pauvreté pluridimensionnelle

Le Groupe de Travail pauvreté multidimensionnelle (MDP en anglais) a tenu une réunion, intitulée "CSR, développement et base de la pyramide : nous parlons la même langue, n'est-ce pas ?", en juin à l'Université de Cambridge. La raison pour laquelle la réunion a été organisée est que les entreprises et les

communautés de développement sont de plus en plus à la recherche de moyens pour élargir leur travail en commun. Cependant, ce ne sont pas seulement les objectifs et les mesures de succès qui souvent diffèrent mais plus fondamentalement, ce sont les perspectives et les vues métaphysiques du monde qui peuvent

être radicalement différentes. La réunion a cherché à aborder les questions suivantes: comment les entreprises et les communautés de développement peuvent-elles trouver un terrain d'entente ? Et qu'est-ce qu'elles apprennent les unes des autres dans le processus ? Quelle est la valeur ajoutée du

concept de la "base de la pyramide" ? Comment les communautés "destinataires" perçoivent et contribuent-elles à tout cela ? En bref, sommes-nous en train de développer une même façon de penser, de parler et de faire du "développement" ou parlons-nous juste "passé" ensemble - nous utilisons les mêmes mots mais les moyens et les pratiques restent-ils aussi différents ? Les points principaux ont été formulés par M. Michael Hopkins, MHC International, et M. Michael Blowfield, Programme pour l'Industrie de l'Université de Cambridge. Ensuite, il y a eu quatre panels présentant les perspectives des ONG et de la société civile, les études de cas des communautés, le Pacte Mondial des Nations Unies et la thèse de la "base de la pyramide".

Contact: Andrew Sumner, IDS, a.sumner@ids.ac.uk

suite de page 10

avons eu aujourd'hui prouvé que nous devrions aborder cette question lors du Conseil d'administration du sous-comité de formation de l'EADI et pourquoi pas organiser notre propre sondage, avec nos propres concepts, avec nos propres besoins."

Plusieurs propositions ont été formulées que l'EADI devrait poursuivre cette discussion lors de son comité sur l'Education et la Formation et peut-être organiser son propre sondage. On a affirmé que l'association de l'EADI est bien placée pour étudier ce marché, qui devrait être vu d'une perspective européenne et les PMA. Lors de la prochaine Conférence Générale de l'EADI (du 24 au 28 juin 2008) à Genève, cela serait la prochaine opportunité d'avoir un public plus nombreux pour aborder ce sujet.

On a également manifesté de l'intérêt pour la

Commission on Education for International Development Professionals et pour enrichir une perspective européenne dans une discussion plus approfondie. On a demandé à Lawrence Haddad (IDS) de nous informer sur l'initiative plus large de même que les sur retombées.

[Charlotta Heck](#) (Secrétariat de l'EADI)

E-mail: heck@eadi.org

¹Cet article se base sur un rapport écrit par Peter Clarke (IDS) et divers autres articles.

²La Commission est dirigée par l'Institut de la terre à l'Université de Colombie aux Etats-Unis.

³Woolcock, M. (2007). "Higher Education, Policy Schools and Development Studies: What should masters degree students be taught?" dans le Journal of International Development. 19 (1), 55-73.

Focus on New Members

La Fondation WOTRO Science for Global Development

Faisant partie de l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique (NOW), la Fondation WOTRO soutient la recherche scientifique en matière de problèmes liés au développement, en particulier l'allègement de la pauvreté et le développement durable. Son champ d'action s'étend à tous les pays à revenu faible ou moyen. La Fondation WOTRO a pour mission de lancer, de promouvoir et de financer la recherche scientifique pour les avantages du développement et les questions de société d'intérêt local et mondial dans les pays en développement. La Fondation WOTRO fait le lien entre le gouvernement néerlandais, le monde scientifique et l'arène des organisations de développement. L'objectif de la Fondation est de contribuer à un monde dans lequel le savoir scientifique indépendant est mis à disposition pour le bien de toutes les sociétés et où les problèmes liés au développement, tels que la pauvreté et le développement durable, sont efficacement tournés vers des politiques basées sur des preuves et des interventions. La WOTRO est devenue membre premium de l'EADI.

<http://www.nwo.nl/wotro>

La Bibliothèque de l'OIT à Genève

La Bibliothèque de l'Organisation Internationale du Travail à Genève est une des quarante bibliothèques que possède l'OIT dans le monde. Elle fournit des services d'information au personnel de l'OIT, aux partenaires, aux gouvernements, en particulier aux organisations de travailleurs et d'employeurs de même qu'aux chercheurs et au public en général. Consulté comme ressources clés dans le monde du travail, son fonds documentaire comprend un vaste choix de livres, rapports, journaux et statistiques, principalement publiés par l'OIT ou d'autres organisations intergouvernementales. Les publications traitent de tous les aspects du travail, tels que:

- le travail des enfants,
- l'emploi,
- les questions d'égalité des sexes sur le lieu de travail,
- les normes de travail.

De plus, la Bibliothèque propose des coopérations techniques et des formations sur la bibliothèque et les services d'information.

www.ilo.org/inform

Institut Royal Elcano

Fondé à Madrid en 2002, l'Institut Royal Elcano est une fondation privée, indépendante et neutre. Sa mission est d'être le point de mire des pensées et de la production des idées dans le domaine des relations internationales et stratégiques. Une de ses principales missions est d'étudier les intérêts de l'Espagne et de la société espagnole dans un contexte international et de rendre publique ces recherches à travers un large choix de publications et d'événements. Ses activités ont été créées pour à la fois servir aux dirigeants politiques et aux directeurs des institutions publiques et privées et aider à forger l'opinion publique.

<http://www.realinstitutoelcano.org>